

Rencontre-débat du Comité 21

Marina de BRANTES,

Présidente de CARE France, Vice-Présidente de CARE International,

et

Philippe LEVÊQUE,

Directeur général de CARE France

"Investissements privés et lutte contre la pauvreté dans les pays en développement"

Jeudi 5 juin 2003

François GOURDON, Président du Comité 21

Je suis heureux, au nom du Comité 21 et de tous ses adhérents, d'accueillir Marina de BRANTES et Philippe LEVÊQUE de CARE France. CARE France est adhérent depuis moins d'un an, mais j'ai le sentiment que beaucoup de coopérations se sont déjà développées, notamment avec le travail lancé avec Laetitia et autres de vos collaborateurs et nous espérons que vous rejoindrez prochainement le Conseil d'administration. Notre objectif est de donner de plus en plus la parole aux associations et nous souhaitons vous recevoir plus souvent pour enrichir les débats sur le développement durable.

Anne Marie SACQUET a organisé un débat au ministère de l'Environnement sur le thème : *"Le développement durable, passons à l'acte"*. Deux cents personnes étaient présentes pour cet échange très concret, animé par Denis CHESSOU. Je vous invite à participer aux Assises nationales qui auront lieu à Lille du 25 au 27 juin. Vous êtes tous très cordialement invités car ce sera un grand moment.

Je vais rappeler Madame de BRANTES votre parcours car il est admirable.

Vous avez été en 1966, à New York, assistante conservateur au Western European Arts, au Metropolitan Museum of Arts ; entre 1970 et 1983, au New York City Ballet ; de 1975 à 1980, au French American Wives ; vous êtes revenue à Paris pour l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris dont vous êtes toujours vice-présidente, American Friends of Paris Opera. Depuis 1993 jusqu'à récemment, vous vous êtes occupée de la Fondation européenne des associations et de la Fondation pour le rayonnement des opéras. Puis, en parallèle, aux États-Unis en 1979-1980, vous vous occupez d'organisation d'événements et de collecte de fonds pour CARE US. Enfin, vous êtes membre fondateur de CARE France et CARE International, puis vice-présidente de CARE International et présidente de CARE France.

Votre parcours est tout aussi admirable, Monsieur Philippe LEVÊQUE.

Marina de BRANTES : Il est bien plus admirable !

François GOURDON : Vous êtes diplômé HEC et, en 1989, vous démarrez avec des responsabilités marketing et commerciales chez IBM, puis vous devenez directeur du marketing. Puis, vous choisissez la cause humanitaire après avoir passé une année en Afrique. Vous quittez IBM pour devenir bénévole à Médecins du monde, puis directeur du développement en 1994 et directeur général adjoint en 1998, chargé du marketing, de la communication, des finances et des ressources humaines. Vous êtes actuellement directeur général de CARE France.

D'ordinaire, je le fais après l'exposé, mais exceptionnellement, je vous adresse d'emblée à tous les deux mes félicitations et je vous donne la parole.

Intervention de Marina de BRANTES

Voilà une belle introduction. J'ai effectivement consacré beaucoup de temps à l'opéra et il existe une passerelle évidente entre la culture et l'humanitaire. L'un nous offre de très belles choses qui donnent des sentiments profonds et, de son côté, l'humanitaire nous fait vivre les événements très profondément. Nous sentons qu'il faut consacrer son temps à l'amélioration de la condition des êtres dans des situations souvent graves, et qu'il faut donner toute sa passion et toute son énergie au profit de ces personnes.

Cette passerelle naturelle existe donc et c'est pourquoi je suis très vite passée d'un domaine à l'autre, tout en cumulant les deux. J'ai réussi à faire que des artistes consacrent du temps aux causes humanitaires. C'est très important car ils ont aussi profondément le sentiment que leur talent est un don du ciel et qu'ils peuvent le mettre au service des communautés les plus pauvres dans le monde. Voilà ce que je fais de façon bénévole, ce qui veut dire que je suis un amateur.

Je suis en fait un amateur professionnel car aujourd'hui, dans le domaine de l'humanitaire, il n'est plus possible d'être amateur puisque c'est devenu un "*charity business*" comme on dit aux États-Unis. Il est impossible de traiter des vies humaines exposées à des conditions dramatiques de manière superficielle et le bénévolat a parfois tendance à l'être. Le bénévolat est une bonne chose mais il faut s'entourer de professionnels et j'ai cette chance. Je ne suis donc pas une professionnelle, mais j'ai une énergie débordante et j'aime faire bouger les choses.

J'ai donc pris à mes côtés un Directeur général, dont vous avez entendu le parcours et les compétences. Il est extraordinaire et très talentueux, il sait de quoi il est question. J'espère être une bonne présidente qui a su choisir un formidable directeur général qui, à son tour, a su créer autour de lui une équipe tout aussi formidable. Voilà donc ce qu'est CARE France.

CARE France a été créée en 1983 et nous sommes très fiers de célébrer nos vingt ans. Nous ne sommes qu'une petite partie de CARE, car CARE France représente 11 millions d'euros de budget par an, ce qui est peu comparé à CARE International qui dispose d'un budget de 600 millions d'euros. Nous sommes petits mais forts, car nous savons nous exprimer et souvent l'expression et la volonté peuvent être aussi porteuses que beaucoup d'argent.

CARE USA est certainement le plus grand d'entre nous. En 1945, CARE est fondé aux États-Unis. Ce sont des Européens vivant aux États-Unis, citoyens américains, qui ont décidé de venir en aide aux populations les plus touchées par la Seconde Guerre mondiale. Le 11 mai 1946, les premiers colis en provenance des États-Unis étaient remplis de nourriture et de tout ce dont les réfugiés avaient besoin en matière de premiers soins, couvertures, nourriture, médicaments. Des millions de colis sont arrivés au Havre pour être distribués au travers de toute l'Europe.

Après cette urgence, CARE s'est orientée vers le développement durable, expression que j'entends depuis vingt ans au sein de CARE.

CARE a des bureaux dans 70 pays. Il s'agit de petites missions qui fonctionnent avec très peu d'expatriés mais principalement des employés locaux. 14 000 personnes sont employées à CARE International, avec 95 % de locaux pour 5 % d'expatriés. Les locaux savent exactement ce qu'il faut faire dans le pays où ils travaillent. Il est impossible qu'un expatrié intervienne dans un pays sans être entouré de gens qui connaissent précisément les besoins. Nous sommes une force globale dans le monde au service des communautés et populations les plus pauvres.

CARE International est le regroupement de 11 pays donateurs, comme CARE France. Les pays qui recevaient autrefois l'aide sont maintenant devenus les pays donateurs, les pays riches, et depuis un mois, un pays du Sud, la Thaïlande, est devenu membre. Notre ambition est de faire en sorte que les pays que nous aidons, un jour, se prennent en charge et deviennent à leur tour donateurs. Le Brésil sera le prochain pays membre à part entière de CARE International.

Chaque pays a un membre élu au conseil d'administration. Le rôle de ce conseil d'administration est la stratégie. Il doit aussi veiller à ce que les programmes se passent précisément comme prévu, à ce que l'argent des donateurs, publics ou privés, soit dépensé selon leurs vœux. C'est primordial et j'attache énormément d'importance à ce que l'argent et les vœux des donateurs soient respectés, que

nous soyons totalement transparents. L'argent collecté va à 85 % sur le terrain ; nous ne consacrons que 15 % à l'administratif, ce qui est assez exemplaire pour une ONG.

Nous sommes très vigilants et savons qu'il est impossible de faire du bon travail sans être entourés de professionnels. Quelle entreprise peut faire du bon travail sans salariés ? Il est normal qu'une association humanitaire, qui est un *charity business*, dispose de professionnels pour faire le travail, et qu'ils soient rémunérés comme tous les professionnels. Je suis bénévole donc non rémunérée et je fais le travail avec passion et joie, mais je suis entourée de professionnels qui exécutent ce travail de façon absolument transparente pour nos donateurs.

Le développement durable est le grand sujet de notre réunion aujourd'hui, et il est assez nouveau en France, contrairement aux pays anglo-saxons. Il en est question depuis longtemps en Amérique et en Angleterre, où les gouvernements sont bien plus concernés par ce sujet. Nos collègues anglais et américains sont très en avance sur nous. Nous sommes en France, assez frileux. Il est normal que les entreprises fassent de l'argent car elles ont des actionnaires qui s'attendent à des dividendes mais, en travaillant dans des pays en développement, ils profitent de la situation de ces pays. Ils se doivent d'aider leurs populations qui, souvent, souffrent, sont déplacées ou ont des problèmes à cause de ces entreprises. Je souhaite que les entreprises se mobilisent davantage. Nous avons déjà la chance d'avoir Lafarge et Havas Voyages à nos côtés pour commencer des expériences et du travail avec nous sur le terrain. L'expertise dont dispose CARE peut être mise au profit des entreprises puis des populations les plus pauvres.

Monsieur GOURDON, je vous remercie beaucoup de m'avoir reçue aujourd'hui avec Philippe car cette collaboration entre nous est très importante pour l'avenir de CARE France et de CARE en général. Les contacts que vous avez permis entre nos équipes sont absolument fondamentaux.

Je vous remercie et répondrai avec joie à toutes les questions que vous voudrez bien me poser car je rencontre souvent sur le terrain mes collègues de CARE International, ce qui provoque des échanges très importants. Toutes les questions plus précises s'adresseront à Philippe qui va maintenant vous faire un exposé qui, j'espère, vous satisfera.

(Applaudissement)

Intervention de Philippe LEVÊQUE

Merci, Marina. CARE International est aujourd'hui l'un des plus grands réseaux internationaux, et dans "*l'Atlas diplomatique du monde*" paru cette année, nous étions classés "second plus grand réseau humanitaire et de développement mondial". C'est donc une importante force globale.

A l'intérieur de ce réseau et dans nos financements, les entreprises représentent 2 à 3 % de nos ressources, ce qui est extrêmement peu. La majorité de nos ressources provient des subventions de l'Union européenne, de la coopération américaine, de la Banque mondiale et des grandes institutions internationales. Il n'a historiquement pas existé de très fortes relations entre notre réseau et le monde des entreprises. Même si nous sommes en retard par rapport aux Anglo-Saxons, je suis aujourd'hui heureux de voir se faire ces échanges en France. Je suis content de constater que nous parvenons à faire changer les choses sur le terrain. Il y a longtemps que nous avons compris que, au début du XXI^e siècle, le rôle d'une association n'est plus de traiter les symptômes de la pauvreté, en donnant à manger, vêtir ou soigner. Il faut maintenant travailler sur les causes structurelles de cette pauvreté, au-delà des apparences et de l'Audimat du journal télévisé du soir.

Nous nous attachons à intervenir sur ces causes structurelles et pensons qu'elles regroupent deux grands facteurs sur lesquels nous devons travailler, qui sont, d'une part, la bonne gouvernance des États du Nord et du Sud, des associations et des entreprises, pour pouvoir changer les choses. Il faut, d'autre part, travailler sur le modèle économique que le monde des entreprises représente.

Changer les choses, changer le modèle économique pour que l'investissement privé soit un facteur de développement et non plus de domination d'une partie du monde sur l'autre, c'est pour nous un choix quasiment pascalien : si nous ne changeons pas les choses aujourd'hui par conviction, faisons-le au moins par intérêt pour éviter que, demain, tout nous explose à la figure ou qu'à l'avenir il ne reste plus de ressources dans cette planète. C'est une nécessité logique de faire changer les choses

au rythme auquel nous pouvons, dans le contexte économique actuel et face aux nécessités de rentabilité des entreprises et de protection de notre niveau de vie.

Personne, ni Marina, ni vous, ni moi-même ne souhaitons retourner à l'âge de pierre. C'est pourquoi il faut évidemment intégrer les contraintes du développement. Vous aurez compris, au travers de l'exposé de Marina de BRANTES et de ce que je viens de dire, que CARE et nous-mêmes ne sommes absolument pas de dangereux subversifs. Vous pouvez vous exprimer car nous sommes tout sauf révolutionnaires ; c'est peut-être ce qui donnera plus d'ancrage à mon propos.

Le conseil d'administration de CARE France, Allemagne et États-Unis, comprend des anciens ministres, des ambassadeurs, des grands patrons en activité ou retraités, des gens de la banque Lagand, Rothschild, des employés de Vivendi, Bongrain, Air France. Au Japon, ce sont des représentants Seiko, de Marubeni. Marina, parmi vos collègues aux États-Unis, se trouve un très grand patron, celui de Cisco. Il s'agit donc de gens du monde des affaires qui ont pleinement conscience des enjeux et qui souhaitent contribuer à les résoudre.

Cela implique qu'en général nous sommes dans un dialogue de tension constructive, de construction de partenariats avec le monde des affaires pour faire évoluer les choses.

Je vais ce matin soulever quatre points, pour ensuite privilégier les échanges. Il s'agit :

- du lien entre la lutte contre la pauvreté et le commerce mondial auquel vous participez,
- de la question des bons et mauvais investissements privés,
- de l'optimisation des performances pour les investissements directs à l'étranger,
- enfin, de quelques exemples de travaux que CARE mène avec de grandes entreprises à travers le monde.

- Lutte contre la pauvreté et commerce mondial

Le premier point pour broser le décor est le paradoxe du commerce international, considéré comme facteur de développement, alors qu'à notre avis il est avant tout un facteur de domination d'une partie du monde sur l'autre, au-delà des discours que nous entendons.

Dans les faits, il se passe une période transitoire d'aggravation de la prévarication, de la charge sur les employés. En général, le développement économique se fait au détriment de la qualité du travail et de la protection des droits des travailleurs. J'emploie là un vocabulaire syndical, mais j'y crois beaucoup pour être témoin sur le terrain de ce qui se passe dans les zones franches d'Amérique latine, dans les zones d'Asie du Sud-Est, en Chine. Nous savons bien que, dans les premières années du développement économique, se produit une scandaleuse aggravation des conditions de travail des employés, en particulier des populations les plus vulnérables que sont les femmes. Les hommes réussissent très souvent à s'organiser et sont plus revendicatifs alors que les femmes acceptent les situations, ce qui provoque de très nets abus des employeurs.

Les entreprises essayent de changer les choses, font semblant de ne pas les voir. Elles sous-traitent extrêmement loin du siège de la multinationale pour que cela ne se voit pas, mais cela se passe très mal sur le terrain. Une de mes collaboratrices rentre du Honduras, où nous travaillons avec une fédération patronale dans l'agro-business et avec une fédération dans le textile, dans les *maquillas*. Ce sont ces zones franches d'Amérique centrale où des usines "prêt à monter" vont ensuite réexporter vers les États-Unis. Il s'agit de zones de non-droit social, où sont employées essentiellement des jeunes femmes qui sont exploitées de façon honteuse.

Notre rôle est de faire changer les comportements des employeurs, d'encourager la représentation syndicale, d'encourager le discours et de faire évoluer les choses. Cela se passe assez difficilement, mais il faudra bien que cela évolue un jour.

Le commerce international est avant tout pour moi une source d'inégalités car, surtout dans l'agro-business et l'industrie extractive, nous reproduisons très souvent les modèles du XIX^e siècle, qui consistent à prendre des richesses pour les réexporter sans qu'elles profitent au pays.

L'autre grand facteur qui nous gêne et sur lequel nous sommes très engagés est le problème des barrières douanières et des accords tarifaires dans le cadre de l'OMC, cela à plusieurs niveaux.

C'est bien sûr plus visible aujourd'hui sur la question de l'accès aux médicaments. CARE International a beaucoup soutenu le gouvernement sud-africain à l'époque de son procès contre l'industrie pharmaceutique, elle-même bien mal avisée de faire un procès aux Sud-Africains concernant l'accès aux médicaments. Nous avons alors soutenu ce gouvernement et lutté contre l'industrie pharmaceutique. Cette bataille n'est d'ailleurs pas terminée. Le G8 qui vient de s'achever marque un retrait par rapport aux accords de Doha et une absence de progression sur les médicaments génériques et l'accès aux médicaments. CARE International, Médecins sans frontières, Oxfam continueront la lutte pour permettre l'accès aux médicaments, même si le nonaccès n'est pas la seule source de manque de progrès dans la lutte contre le SIDA, c'est tout aussi important que la prévention, et les deux vont de pair.

L'autre grand aspect qui nous fâche beaucoup actuellement dans le commerce international est le problème des barrières douanières extrêmement élevées mises sur les produits du Sud vers le Nord, et le dumping agricole vers les pays du Sud. C'est pour moi toujours un motif d'étonnement de voir comment le gouvernement français arrive à jongler entre la protection affichée de la PAC, qui est tout sauf durable, et l'engagement pour le développement durable du tiers monde. Les deux paraissent totalement irréconciliables et le modèle de la politique commune doit être changé pour que les flux agricoles deviennent un facteur de développement et non plus de domination. Ce sujet nous occupe beaucoup et nous les voyons parfois liés.

Vous avez peut-être suivi un *trade act* passé par le Congrès des États-Unis il y a une quinzaine de jours. Il augmente considérablement l'aide du gouvernement américain en matière de lutte contre le SIDA. Une phrase révèle le lien entre l'augmentation de l'aide contre le SIDA et l'acceptation de l'aide alimentaire par les pays bénéficiaires, ce qui veut dire OGM. Au détour de quelques lois, nous trouvons des intentions qui nous soucient beaucoup...

Nous voulons voir évoluer les termes du commerce international. Oxfam publie une étude, après de nombreuses recherches, qui montre que si l'Afrique, le Sud-Est asiatique, le sous-continent indien et l'Amérique latine augmentaient de 1 % leur part d'exportations mondiales, nous pourrions faire sortir de la pauvreté 128 millions de personnes.

Il existe un lien très clair entre l'extrême pauvreté et la violence qui peut en sortir, la pauvreté comme possible terreau du terrorisme. Je ne veux pas poser l'équation "misère = terrorisme" car ce serait trop réducteur, mais nous voyons bien comment cela peut se construire.

J'étais récemment aux Comores, ce pays est relativement à l'abandon, subissant un coup d'État tous les six mois, un régime prévaricateur. Nous assistons à la déliquescence de l'État local, pratiquement pas d'entreprises en activité, parfois une aide de la Banque mondiale dans des conditions peu efficaces car compliquées, même si, grâce à cette Banque, nous établissons un programme de développement sur place. Nous voyons auprès des plus pauvres, abandonnés par les grandes associations, la Banque mondiale, les grandes entreprises et les États, se développer un islamisme fort dans un pays qui a toujours été très tolérant, qui a pratiqué un islam courtois et généreux. Les mosquées fleurissent partout, les voiles arrivent, mais ce sont ces gens qui font le travail auprès des plus pauvres, comme en Algérie d'ailleurs. Ils apportent les médicaments, les soins. Ils sont présents sur le terrain et pas nous. Progressivement, le système change.

Le deuxième point sur lequel je veux insister concerne les matières premières et l'industrie extractive. En 1944, Keynes disait déjà que "*les véritables prix économiques devraient être fixés non pas au plus bas niveau possible mais à un niveau suffisant pour permettre aux producteurs de subvenir à leurs propres besoins alimentaires et autres*".

Aujourd'hui, l'effondrement des prix des matières premières est évidemment une cause fondamentale de pauvreté, sauf sur le pétrole comme au Moyen-Orient, lorsqu'ils sont cartellisés. Les entreprises en profitent non pas tant parce que l'économie réelle est fondée là-dessus, mais parce que les spéculations boursières à Chicago, New York ou ailleurs sur les matières premières y contribuent. Les entreprises profitent directement de cet affaiblissement du coût des matières premières, de cette volatilité des prix. Cela n'est pas acceptable. Vous savez que, dans plus de 50 pays en développement, 50 % des revenus à l'exportation dépendent de trois matières premières que sont le coton, le pétrole et les minerais.

Y-a-t-il des gens de Nestlé dans l'assistance, car je vais évoquer une publicité vue en 1998. Je vous préviens que je vais taper sur cette entreprise ! Cette publicité passe encore à la télévision, tout va bien, une fenêtre s'ouvre, c'est un tableau sympa qui vous met de bonne humeur avant le film du soir. Cette pub disait que la prochaine fois que nous boirions une tasse de Nescafé, nous devrions songer que plus de 100 millions de personnes employées dans la culture du café ont œuvré ensemble pour nous permettre de bien commencer la journée. Je ne chanterai pas, mais vous pouvez imaginer la scène : *"100 millions de personnes ont contribué au fait que nous commençons bien la journée"*. Nestlé achète plus de 10 % de la récolte mondiale de café et, depuis 1998, les prix du café ont chuté de 70 %. Cela veut donc dire que 80 % de 100 millions de personnes ont vu leur niveau de vie considérablement baisser. Cela n'est pas acceptable et le rôle des grandes associations comme la nôtre est de faire pression sur Nestlé, ou d'autres, pour que les coûts d'obtention des matières premières assurent un niveau de vie décent aux populations.

Il ne faut évidemment pas créer un conflit entre les entreprises et les associations, mais il existe néanmoins à l'étranger de bons et mauvais investissements directs et c'est ce que je vais maintenant aborder.

- Bons et mauvais investissements privés

Nous connaissons tous les avantages de l'investissement direct des multinationales dans les pays en termes d'accès aux nouvelles ressources financières, aux nouvelles technologies, aux emplois, etc. J'insisterai évidemment sur les points négatifs sur lesquels nous travaillons avec nos partenaires entreprises aujourd'hui.

Des investissements directs à l'étranger impliquent, en général, un niveau très élevé de rapatriement des bénéfices qui ne profitent pas aux pays. En effet comme vous le savez tous, nous constatons beaucoup d'évasion fiscale et de corruption. Il faut donc travailler sur tous ces points.

CARE International soutient une campagne lancée en Grande-Bretagne, présentée par Tony BLAIR et Jacques CHIRAC au G8. Cette campagne s'appelait *"Publish what you pay"*, ce qui signifie *"Publiez ce que vous payez"*, c'est-à-dire, mesdames et messieurs de l'industrie extractive, les bakchichs et commissions en tout genre que vous êtes obligés de payer aux gouvernements locaux. Ces diverses commissions sont déductibles des charges ; elles figurent dans les livres mais nous ne savons pas précisément où elles vont. Je souhaite voir passer, dans les comptes de Lafarge, de Total, d'Exxon et des autres, 1 million de dollars adressés, par exemple, au ministre du Pétrole angolais. Cette stratégie du *name and shame* nous semble fondamentale pour faire évoluer les pratiques de bonne gouvernance.

J'ai cité l'Angola qui est *top of the list* pour mes amis de Transparency International, mais c'est aussi vrai pour le Nord, pour la corruption en France, en Europe ou au Japon et aux États-Unis. Il faudra aussi le faire chez nous. Il faut agir dans le Sud et CARE International et d'autres grandes associations pousseront vers cet objectif de transparence pour provoquer une bonne gouvernance.

Je sais bien que, si nous en restons à un positionnement volontaire de ces déclarations, ce qui a été dit au G8, nous n'en sortirons pas. Le premier d'entre vous qui publiera ses comptes aura perdu. Le gouvernement angolais a déjà dit que si quelqu'un bougeait, si Shell, Total ou Exxon publiaient leurs commissions, ils perdraient leurs concessions en Angola. Cela devra être obligatoire, sans quoi nous n'irons pas loin. Il faudra une loi, une contrainte au niveau mondial, obligeant les industriels à publier leurs commissions. Nous n'y sommes pas encore mais nous travaillerons dans ce sens.

En général, les investissements directs de l'industrie extractive ou de l'agro-business, ont aussi des conséquences, le plus souvent désastreuses, sur les communautés locales dans les pays où ils se font. Il est donc très important pour nous d'accompagner et d'entrer en dialogue avec les industriels pour essayer de faire évoluer le système et aider à la mise en place d'un droit du travail local. Les entreprises seront bien obligées d'y venir, à cause des pressions qui existent sur elles, qu'elles viennent des grandes associations comme nous ou des investisseurs financiers ou des gros actionnaires.

J'ai vu dans la presse que, lors de l'assemblée générale récente de Total, les petits actionnaires ne se sont absolument pas sentis concernés par le discours du président sur la transparence, le développement durable. Les petits actionnaires ne voulaient qu'un bon buffet et du dividende. Les

pratiques sociales de Total, sur lesquelles il y aurait beaucoup de choses à dire, n'étaient pas leur priorité. Tout cela n'est pas bien clair, mais les pressions finiront bien par se faire. Cela me fascine, car ces petits actionnaires qui se moquent de la responsabilité sociale de l'entreprise dont ils ont des parts, sont en même temps donateurs chez nous ; ils donnent pour que nous aidions les plus pauvres. Je préférerais qu'en amont, nous évitions tous que ces gens soient extrêmement pauvres, mais cela changera avec le temps.

- Optimisation des performances des investissements directs à l'étranger

Il existe une autre contradiction entre le discours affiché du patron d'une grande entreprise, sa volonté souvent sincère, et les nécessités opérationnelles sur le terrain. Nous n'avons évidemment pas changé les contraintes de rentabilité à court terme du manager, du patron de la cimenterie, de l'usine, de la mine. Il se retrouve coincé entre le discours de son siège et ses contraintes de rentabilité à court terme. Cela crée des situations schizophréniques et il faut pouvoir aider le management local à traiter la question sans lui jeter la pierre. Cela prendra du temps mais il faudra faire évoluer tout cela.

Vous pouvez imaginer les anecdotes croustillantes auxquelles nous sommes confrontés lorsque les autorités locales n'ont absolument rien à faire du bien-être de leur propre population. Cela aussi prendra du temps pour rendre tout le monde *accountable*, redevable, face aux *stakeholders*, qu'il s'agisse des bénéficiaires, des actionnaires ou du grand public. Le dialogue doit être mis en place pour optimiser les performances du monde de l'entreprise dans le tiers monde, à tout niveau national et régional. En effet, l'investissement de l'entreprise est totalement structurant pour la région en termes d'accès à la santé, à l'école, de construction de routes et, localement, pour les opportunités de revenus pour les familles.

En Grande-Bretagne, il existe des quantités de *think tanks*, des groupes de travail, souvent soutenus par les pouvoirs publics -ce qui n'est pas encore le cas chez nous- pour mettre en place les modèles d'analyse de performances des entreprises sur le terrain et des modèles de rapprochement entre entreprises, associations, pouvoirs politiques pour améliorer ces partenariats tri-sectoriels. Beaucoup de choses existent et nous n'avons donc pas besoin de les réinventer.

Nous sommes là pour faire circuler l'information et construire de nouvelles méthodes d'analyse, avec des indicateurs pour limiter les conséquences négatives sur les populations locales. Pour rassembler l'énergie et aller plus loin, il est important de se connaître, de trier le bon grain de l'ivraie et réciproquement.

J'ai beaucoup critiqué les gouvernements du Nord et du Sud, ceux du Sud pour leur mauvaise gouvernance et ceux du Nord pour leurs déclarations non suivies d'effets. Le président du Venezuela disait "*Nous autres, chefs d'État, allons de sommet en sommet tandis que nos peuples vont d'abîme en abîme*". Il a raison, il faut arrêter tous ces sommets qui ne servent à rien. Arrêtons ces bêtises, cela économisera l'argent des contribuables, investi dans des projets grandioses qui ne sont pas suivis d'effets. Tant au Nord qu'au Sud, nos gouvernants doivent changer d'attitude, et nous aussi.

- Exemples de travaux menés avec de grandes entreprises à travers le monde

Pour les entreprises il n'est pas toujours facile de trier le bon grain de l'ivraie dans le monde des associations. Nombreuses sont celles dont le principal bénéficiaire est le patron ; il ne représente que lui-même et il est important pour les partenaires de voir avec qui ils dialoguent. Des entreprises ont souvent du mal à distinguer les ONG de terrain comme Médecins sans frontières, CARE, Save Our Children, et les ONG de lobby, ATTAC, Act Up, Greenpeace. Les deux sont différentes. Certaines font le travail sur le terrain et n'ont pas la capacité de mobiliser des troupes. Nous sommes incapables d'envoyer 20 000 personnes à Evian. Je ne dirai pas que c'est une bonne chose, mais mes confrères et amis d'Act Up et de Greenpeace n'ont, eux, pas notre connaissance du terrain.

L'entreprise doit distinguer ONG de lobby et ONG de terrain. Elle doit apprendre à décrypter les messages et les mandats sociaux des ONG, mais les deux sont nécessaires, chère Marina. Vous avez d'ailleurs débattu récemment avec ATTAC. Nous pouvons construire avec les deux types d'ONG. ATTAC n'a souvent pas l'information de terrain que nous, nous avons. Nous répétons en permanence à la France d'"en haut" ce qui se passe "en bas", mais rien ne bouge. Il faut passer le relais ; nous devons

transmettre l'information à ATTAC et à d'autres, afin qu'ils disposent d'autres moyens de pression que nous.

Nous aussi devons décrypter les bonnes et les mauvaises entreprises car, quand nous entrons en partenariat, nous risquons notre image qui est notre seul capital, la base de données des donateurs. Nous devons donc protéger notre crédibilité.

CARE n'a pas de liste noire d'entreprises, à l'exception de deux secteurs industriels que sont l'armement et la pornographie avec lesquels nous refusons de travailler. Pour les autres secteurs, un examen est fait par chacun de nous de ce qui passe, sur le *track record* des entreprises dans tel ou tel pays. Nous demandons ensuite la bénédiction de nos confrères pour pouvoir avancer car nous n'imposons jamais un partenariat. Nous sommes très décentralisés et si le terrain ne veut pas s'engager dans un partenariat avec une entreprise, nous ne suivons pas.

Nous disposons aussi de systèmes d'échange avec d'autres grandes associations pour savoir si nous pouvons travailler avec telle entreprise sur le terrain. D'une manière générale, nous essayons d'employer un discours constructif. Nous avons eu sur le terrain plusieurs partenariats, Marina de BRANTES a cité celui avec Lafarge, qui démarre sur le terrain après une longue phase d'analyse. Je suis certain qu'ensemble nous arriverons à protéger du SIDA la main-d'œuvre sur le terrain. Cela démarrera dans les pays d'Afrique australe, les pays les plus touchés pour cette entreprise.

Nous avons aussi un partenariat avec Havas Voyages.

Nous sommes entrés avec PriceWaterhouseCoopers dans un débat sur l'eau et sa gestion. Nous étions ensemble à Kyoto pour présenter des positions communes et trouver des réponses.

Mes collègues de CARE États-Unis ont développé une relation de travail avec Reebok sur le droit social, la protection des travailleurs et de leurs droits chez leurs nombreux fournisseurs.

Mes collègues de Grande Bretagne ont accompagné Shell et British Petroleum sur le terrain, sur des pipe-lines où existaient des problèmes de déplacements de populations et d'atteinte à l'environnement.

Lorsque nous sentons une sincère bonne volonté de l'entreprise, nous avançons. Certaines expériences se sont soldées par un échec, par exemple Exxon au Tchad. C'était il y a deux ans et nous étions hors de nous. Ils construisent au Tchad un pipe-line pour un gisement de pétrole, depuis le sud du Tchad jusqu'au Cameroun. Ils traversent la forêt primaire du Cameroun, sans trop se soucier des arbres et des gorilles. La Banque mondiale a mis des *guidelines* de sécurité et ils font ce qu'ils peuvent, mais ce n'est pas extraordinaire et il y a beaucoup de contestation. Il y a deux ans, nous avons donc reçu un appel d'Exxon au Tchad, qui commençait à faire face à des pressions d'ONG. Ils nous disaient que ce que nous faisons chez CARE était vraiment bien, que le travail de terrain était absolument extraordinaire, qu'ils aimeraient nous aider et que leur conseil d'administration nous proposait 2 millions de dollars pour faire ce que nous voulions au Tchad pour aider les populations locales. Il leur fallait un projet dans la semaine. Pour changer la vie des communautés locales, 2 millions de dollars représentent beaucoup d'argent. Il y avait derrière cela l'angoisse de l'entreprise face aux pressions, mais nous avons été assez vite convaincus que leur démarche n'était absolument pas sincère, il s'agissait simplement d'une réaction d'urgence face aux pressions qui ne manquaient pas d'arriver. Nous avons donc refusé d'aller plus loin sur ce projet, ce qui ne veut pas dire que nous n'aurons jamais de contacts avec Exxon.

CARE essaye d'accompagner les entreprises dans l'identification des problématiques en matière de développement, dans la consultation des parties prenantes que sont les communautés locales et leurs leaders, dans les conditions de transfert de compétences et de montages de projets. Vous voyez bien que nous sommes très loin d'un mécénat, nous travaillons sur le cœur de business de l'entreprise. Nous remettons en cause le modèle, ce qui change totalement la relation entre l'association et l'entreprise.

Je vais m'arrêter là pour vous laisser du temps de l'échange. Nous avons parlé des profils de nos administrateurs et vous voyez qu'aucun d'entre nous n'est génétiquement révolutionnaire, quoique ce discours sur la responsabilité de l'entreprise, la nature de l'investissement, la responsabilité sociale est

authentiquement révolutionnaire car il remet en cause le *business model*, le modèle économique de notre système et que nous touchons au cœur des métiers et aux fondements des systèmes capitalistes.

A la demande des Boliviens et de l'industrie touristique locale, nous avons en Bolivie lancé un partenariat pour faire du tourisme durable dans les montagnes sur les routes du Che. Nous organisons donc des voyages respectueux de l'environnement et des populations locales. Ainsi des "bobos" (bourgeois bohèmes) parisiens, allemands, américains payent très cher pour voir la route de Che Guevara. Ils ne réalisent probablement pas à quel point c'est révolutionnaire et cela aura peut-être plus d'impact que le Che sur nos modes de fonctionnement !

Nous allons essayer de changer ce modèle. Alors, mesdames et messieurs, rejoignez-nous. Comme Marina de BRANTES et moi-même, devenez authentiquement révolutionnaires et changeons le système dans l'intérêt de ceux qui nous suivront.

Je vous remercie.

(Applaudissements)

Marina de BRANTES : Je vous avais dit qu'il était brillant.

François GOURDON : Merci. Nous allons directement passer aux questions. J'aimerais bien, puisque Michel PICARD de Lafarge, que je ne classe pas dans les révolutionnaires, est présent, qu'il nous parle un peu de la démarche de son entreprise.

Michel PICARD, Directeur environnement, Lafarge : En fait, par une suite de concours de circonstances, Lafarge s'est beaucoup développé en Afrique, par des rachats successifs d'un certain nombre de cimenteries. Nous sommes ainsi présents dans une bonne dizaine de pays africains, Afrique du Nord, centrale, australe. Nous avons constaté la triste réalité : une importante partie de nos salariés est atteinte par le virus du SIDA, sont séropositifs ou réellement malades. Lorsque des salariés tombent malades, cela pose forcément des problèmes.

Dans le contexte de notre approche de développement durable, nous nous sommes dit qu'il y avait quelque chose à faire. Nous ne sommes pas médecins, nous ne connaissons pas ces sujets et nous ne pouvons donc résoudre ces problèmes qu'avec des professionnels. C'est ainsi que nous nous sommes mis en recherche de partenariats et que nous avons rejoint, d'une part, la *Global Business Coalition*, qui est une association de business pour la lutte contre le SIDA en Afrique. Nous avons également approché CARE International pour monter des programmes chez nous, dans nos usines. Ce sont à la fois des programmes de prévention et de soins pour nos personnels et leur famille rapprochée, sachant que la famille rapprochée n'a pas tout à fait le même sens selon les pays.

Marc EICHINGER, Directeur général, Europeoffering : Bonjour, je suis heureux de constater que le Brésil et la Thaïlande sont devenus donateurs car c'est un signe de richesse assez inattendu. Nous assistons en France, dans le monde des finances, à des fusions entre des banques comme le Crédit-Agricole qui absorbe de Crédit Lyonnais pour créer de la richesse, mais dans le *charity business* nous ne voyons jamais de fusions.

Une entité comme la vôtre a un budget de 11 millions d'euros, ce qui correspond à la dotation de la mairie de Paris au PSG, 10 % du budget du Secours catholique ou de la Fondation de l'Armée du salut, c'est donc peu. Vous choisissez quand même une structure locale, un staff administratif en France plutôt que de travailler au travers d'associations qui existent déjà et sont des poids lourds locaux. Pouvez-vous nous expliquer ce phénomène ? Puis, pouvez-vous nous confirmer que vous avez donné un soutien sans faille à l'administration Bush ?

Mme Marina de BRANTES : Je vais répondre à une partie des questions, puis Philippe répondra aux autres.

Concernant la fusion, CARE France a cette année justement fusionné avec une ONG française, SERA (Solidarité enfants abandonnés roumains). C'est une association qui ne travaille qu'avec des fonds privés et qui dispose d'un énorme fichier de donateurs français exclusivement privés. Cela a été une remarquable fusion, car nous pouvons leur apporter de l'aide internationale, de l'apport de fonds publics et eux un réseau en France.

Les fusions existent donc entre les associations, et ce n'est qu'un début car nous avons l'intention de continuer dans ce sens. Je vais maintenant laisser Philippe répondre aux questions concernant le travail de CARE et des ONG locales sur le terrain, car nous travaillons énormément ensemble.

M. Philippe LEVÊQUE : Les choses évoluent. Dans les années 50-60, CARE International et les autres grandes associations étaient essentiellement présentes par elles-mêmes. Il a fallu du temps pour comprendre la nécessité de s'appuyer sur les ONG locales. Le développement des ONG locales s'effectue parallèlement à celui de la démocratie, dans les pays receveurs. Il a fallu attendre la fin du siècle, le mouvement démocratique en Afrique et en Amérique latine pour pouvoir s'appuyer sur des organisations qui ne soient pas totalement manipulées par les gouvernements.

Cela change aujourd'hui. Dans de nombreux pays nous retirons nos équipes pour former un partenariat local. En Thaïlande, CARE est par exemple une fondation locale, *Rags Thai (?)*, qui prend le nom CARE, comme en Roumanie où ce sont aussi des locaux. Dans la plupart des pays, il existe un relais local qui se met place comme aux Philippines et en Afrique du Sud.

Il est amusant d'entendre que nous apportons un soutien sans faille à Bush. Je crois qu'il serait content ! Bien au contraire, cela se passe très mal pour mes collègues américains avec l'administration Bush. Autant je salue, dans le processus du G8, la concertation faite ici par la présidence française, autant je doute qu'il existe la même chose aux États-Unis l'an prochain. Depuis l'élection de Bush, il n'y a pratiquement plus de processus de concertation entre l'administration américaine et les grandes associations.

CARE US est considérée plutôt comme libérale et démocrate, ce qui fait que cela se passe moyennement bien avec l'administration Bush. J'en veux pour preuve que nous avons été réellement insultés par les groupes de pression ultraconservateurs religieux américains pour nos programmes SIDA, avec une campagne de presse dans l'administration américaine accusant CARE d'aider les prostituées, les utilisateurs de drogues, ce que nous revendiquons, et d'encourager le vice par nos programmes de lutte contre le SIDA.

Il est extrêmement difficile pour nous d'exister aux États-Unis alors que CARE USA est une des plus grandes associations américaines. En Irak, cela a aussi été difficile, car certaines ONG américaines ont accepté de travailler avec le Pentagone. D'autres, comme *Save Our Children* ou CARE, ont refusé l'argent américain avant même le conflit, disant ne pas vouloir prendre d'argent des belligérants, qu'ils soient américains, australiens ou canadiens.

Nous n'avons donc pas accepté les financements de ces gouvernements bien qu'ils soient tous membres de CARE et que les sommes proposées fussent énormes. Nous avons refusé de travailler avec le centre de coordination placé sous l'autorité du Pentagone pour les opérations humanitaires, basé au Koweït. Les choses changent aujourd'hui, mais nous exigeons un pouvoir restitué aux Nations Unies en Irak, et nous voulons une coordination civile des interventions en Irak.

Cela se passe donc mal avec l'administration Bush, mais si vous faites allusion à quelque chose de précis, dites-le-moi.

Marc EICHINGER : Êtes-vous actuellement sur le terrain en Irak ?

Philippe LEVÊQUE : Absolument. Depuis dix ans, CARE International est la plus grosse ONG en Irak. Nous sommes intervenus après la première guerre, et sommes restés avec une seule expatriée, une Britannique à qui nous avons demandé de repartir avant le conflit, ce qu'elle a refusé car son mari est irakien.

Par la suite, quand nous avons pu nous y rendre plus facilement, nous avons envoyé 10 expatriés puis 12 et 15, mais, en raison des mauvaises conditions de sécurité actuelles, nous en avons rapatrié la moitié pour les mettre en sécurité à Amman. Nous sommes malgré tout très présents à Bagdad.

François GOURDON : Merci, je précise que Marc Eichinger et Europeoffering sont gestionnaires de fonds. J'espère qu'un jour nous arriverons à monter un fonds de développement durable d'une dizaine de millions d'euros avec des expertises du Comité 21, de CARE ou d'autres associations. L'un des objectifs du Comité 21 est de jouer de plus en plus vers un rôle de levier financier pour le développement durable.

Guy LECLERC, *Directeur, PriceWaterhouseCoopers* : Nous avons, l'année dernière, lancé ensemble un partenariat dans le domaine de l'eau, dans le cadre de la présentation d'une initiative mondiale sur l'eau, également en partenariat avec *Human Water* qui rassemble les compétences des Nations Unies dans le domaine de l'eau. Nous visons à travailler ensemble sur une étude pilote dans plusieurs pays d'Afrique et nous avons constaté à Kyoto que c'est un sujet sensible et parfois polémique.

Nous souhaitons développer un nouveau modèle qui fasse beaucoup plus appel à la gouvernance de la part des opérateurs privés et à la transparence en matière de rémunération. C'est difficile car il existe deux approches :

– L'une est d'inspiration anglo-saxonne. Sur les partenariats public/privé, nous essayons d'obtenir un certain niveau de services, mais l'opérateur se débrouille pour y parvenir sans rendre beaucoup de comptes en matière de finances. Nous avons donc des difficultés à connaître ses véritables rémunérations.

– L'autre approche est plus continentale. Elle consiste à fixer certains objectifs, quantifiés, financiers, en termes d'investissements où l'opérateur est obligé de rendre des comptes sur sa rémunération. Il est absolument normal qu'un opérateur soit rémunéré et nous pouvons accepter qu'il le soit à hauteur de 4 ou 5 %, ce qui est le taux de la Caisse d'épargne.

Je souhaite vous entendre à ce sujet car une révolution reste à faire dans cette approche. Il existe plusieurs manières d'aborder les partenariats public/privé. Cela peut se faire de façon transparente. C'est absolument fondamental dans les pays émergents et en développement. En effet, le sujet du partenariat public/privé restera polémique, mais c'est ce que nous tentons d'éviter pour que cette coopération soit la plus productive possible pour les populations les plus défavorisées, notamment en Afrique.

Philippe LEVÊQUE : Oui, il faut trouver un nouveau modèle d'intervention, situé entre la libéralisation absolue, qui ne nous permettra pas de répondre aux besoins des populations exclues et un modèle de gestion centrale publique de l'eau ou déléguée à la française.

Vous dites que la rentabilité passée pour les opérateurs français était moyenne. Je considère que ni Vivendi, ni la Compagnie générale des eaux, à l'époque, ni Suez pour la partie eau n'étaient à plaindre. Cela a d'ailleurs permis une phénoménale croissance de ces groupes dans le temps. Ils ont ainsi pu diversifier leurs investissements. Les contribuables français ont participé à cet essor.

Il faudra trouver une vérité non polémique entre les différents modèles. Il faut réconcilier les trois points qui sont l'accès à l'eau potable -c'est un droit inaliénable des populations-, la rémunération décente de l'opérateur et la transparence du système, et, quatrièmement, la gestion de la ressource et sa rareté. Nous savons tous qu'un des principaux enjeux des vingt prochaines années sera la rareté de l'eau et sa gestion. Il nous faudra y parvenir.

J'espère qu'ensemble nous arriverons à faire quelque chose avec les Nations Unies, mais que de freins pour faire bouger ce secteur ... Comme dans l'Antiquité et au Moyen Âge, quelques grandes guerres du XXI^e siècle se feront autour de l'eau.

Marina de BRANTES : Je souhaite juste revenir sur le sujet *PriceWaterhouseCoopers* et vous-même. Est-ce que les grands opérateurs français comme Vivendi et la Lyonnaise participent à des réflexions ?

Farid YAKER, *Enda Tiers Monde* : Je représente l'ONG Enda Tiers Monde, membre du Comité 21, et que je qualifie d'ONG du Sud puisque, sur les 1 200 salariés de l'organisation, la majorité se trouve au Sud et que le siège est à Dakar. Je suis d'origine algérienne et j'interviens en ce moment sur les suites du séisme.

Il existe effectivement souvent une tentative de récupération de la part des islamistes, mais il ne faut pas réduire toute l'action de la société civile à celle des islamistes. Une grosse composante de l'effort de la société civile provient de secteurs laïcs et non islamistes.

Dans votre brillante intervention, vous avez défini CARE comme une ONG de terrain. Quelles sont vos actions, dans quels pays êtes-vous présents ? Vous avez évoqué CARE France, quelles sont les thématiques sur lesquelles vous êtes présents et quelle est votre stratégie ?

Vous avez surtout mis l'accent sur l'action internationale de CARE et l'action de lobbying. Vous avez raison, il faut clairement dire qu'il existe deux types d'organisations. Il est évident que lorsque l'on s'appelle Transparency International, on ne peut aller en Angola et faire des actions de terrain. Les rôles sont donc répartis, mais cela suppose une bonne synergie, cela suppose de collaborer entre ces différentes familles d'ONG, sachant qu'il existe également dans votre discours une certaine dose d'actions de lobbying.

Ma question se situe autour de la répartition que vous faites entre l'action internationale, la participation aux conférences, le commerce international, le commerce équitable, le lobbying et l'action de terrain.

Philippe LEVÊQUE : CARE France, comme mes collègues à l'étranger, consacre 30 % à l'extrême urgence. Cela fluctue en fonction des années comme avec l'Irak, qu'il s'agisse d'une urgence naturelle ou causée par l'homme. 20 % sont consacrés au domaine du SIDA car cela remet en cause absolument tous nos programmes. Les 50 % restants consistent en des actions de développement intégré.

CARE est une ONG généraliste et nous travaillons simultanément sur différentes causes de sous-développement, comme l'accès à l'éducation, à une meilleure agriculture, à une micro finance, à l'eau et à l'assainissement, aux droits, tout ce qui contribue à développer une communauté rurale ou un quartier. Cela se pratique dans 70 pays du monde.

CARE France insiste sur le fait que chacun apporte ses compétences. Si nous n'en avons pas, nous faisons alors appel aux ONG locales. Nous n'avons en effet pas la prétention de savoir tout faire. Nous, Français, avons quatre secteurs privilégiés : le travail sur le SIDA car il y a des expertises en France, le travail sur l'eau pour les mêmes raisons - nous trouverons plus facilement des ressources ici-, par tradition le travail sur l'urgence, puis le travail sur les enfants.

Il est difficile de chiffrer la répartition entre terrain et lobbying, mais approximativement 5 % de notre temps est consacré au lobbying et le reste à l'action de terrain. C'est vraiment très faible par rapport, par exemple, à Act Up, mais cela devra se développer pour enfin passer du traitement des symptômes au traitement des causes.

Ghislaine HIERSO, *Directrice des relations institutionnelles, Onyx/Véolia Environnement :* Je vais m'adresser à vous avec une double casquette car j'ai longtemps été vice-secrétaire à Action contre la faim. Nous avons fondé Droits d'urgence avec des avocats et des magistrats. Je suis aussi directrice des relations institutionnelles d'Onyx/Véolia Environnement et je souhaite notamment réagir sur le thème de l'eau.

Je ne défends pas les grands groupes, bien que j'en fasse partie et j'en suis fière. Je voudrais rappeler que seuls 5 % de l'accès à l'eau sont détenus par les grands groupes. L'eau est une ressource qui n'est pas privée.

Vilipender les grands groupes se fait au détriment des 95 % restants et du travail qui demeure à faire avec les autorités locales. Nous en avons beaucoup parlé à Johannesburg ainsi que de la prise en compte de ces autorités locales.

L'Agenda 21 dit souvent qu'il faut "*penser global et agir local*".

Yves LE BARS *Président, ANDRA :* Vous avez beaucoup insisté sur la promotion de la gouvernance, au Nord comme au Sud, dans les ONG et dans les entreprises. Je suis actuellement Président du Conseil d'administration de l'ANDRA, concernant les déchets radioactifs, mais j'ai fait beaucoup d'autres choses. Je m'exprime à partir de mon expérience en matière d'hydraulique agricole à Madagascar ou plus récemment dans la recherche géologique.

Vous évoquez la lutte contre la corruption. Quels sont les éléments de vos programmes que nous pourrions mettre dans la rubrique de la promotion de la gouvernance locale ou nationale ? C'est un

élément clé déterminant, en particulier dans le domaine de l'eau. Être capable de passer un contrat sans se faire escroquer, avoir une politique minière sans se faire piller, quelles actions imaginez-vous pour ce *capacity bulding*, que la Banque mondiale a redécouvert à la fin du siècle ?

Philippe LEVÊQUE : C'est une bonne question. Je donnerai juste deux exemples :

– Au niveau international, avec "*Publish what you pay*", nous essayons d'exercer des pressions sur les gouvernements pour obtenir plus de transparence dans les grands contrats et dans les pratiques. C'est forcément un travail de coordination qui prendra du temps mais je suis certain que nous y parviendrons.

– Avec la France, nous avons avec les collectivités locales, des programmes sur le terrain, notamment au Niger, où nous essayons de promouvoir la décentralisation. Nous considérons la décentralisation comme un facteur positif pour la démocratie, à condition qu'elle soit encadrée pour ne pas passer du potentat national à une série de petits potentats locaux. Il existe des savoir-faire pour dynamiser la vie locale et communautaire. Nous n'avons souvent pas à la réinventer, surtout en Afrique ou en Asie où elle est naturellement très forte, mais a juste été mise en sommeil pendant longtemps. Il faut simplement la redynamiser.

Un des exemples les plus pertinents était autour des programmes de micro finance au Niger qui permettent essentiellement aux femmes de monter leurs projets car les hommes ne sont souvent pas récupérables, alors que les femmes sont l'avenir. Nous devons nous appuyer sur les femmes africaines et latino-américaines. Dans ces communautés, les femmes n'ont en général pas le droit à la parole, mais elles contrôlent les finances des familles. Elles voient progressivement leur niveau de vie augmenter et réclament très vite l'accès à l'éducation, la lecture et l'écriture. Comme elles ont de l'argent, elles pèsent plus lourd dans la famille et sont donc plus écoutées. Elles passent alors à un statut où elles participent au débat local dans la commune, le village. Cela "challenge" beaucoup le modèle machiste, ici ou là-bas.

C'est par des expériences de terrain très concrètes où nous favorisons le développement économique, que nous parvenons à développer la démocratie locale en essayant de contrer les tendances conservatrices et prévaricatrices des hommes. CARE a des quantités de programmes comme celui-ci pour développer la démocratie locale, la gouvernance locale et les pratiques locales.

Marina de BRANTES : Vos questions étaient très intéressantes et j'espère que nos réponses ont été à leur hauteur. N'hésitez pas à nous contacter car nous sommes présents pour vous conseiller, vous aider et vous suggérer des programmes. Toutes nos équipes sont prêtes à travailler avec vous et nous espérons vous revoir tous très bientôt chez CARE ou au Comité 21. Ce fut en tout cas très sympathique d'être avec vous ce matin.

(Applaudissements)

François GOURDON : Merci beaucoup.

Le prochain petit déjeuner débat aura lieu avec Mme Roselyne BACHELOT, ministre de l'Écologie et du Développement durable, le 20 juin.

Je vous remercie beaucoup et à très bientôt.
